



**RAPPORT D’AVANCEMENT ANNUEL 2015**

Barge de NKOSSA

Juin 2016

|  |
| --- |
| **SOMMAIRE**  Avant-propos …………………………………………..………………………………………………………………………… ……………………………………………… 3  Introduction ……………………………..………………………………………………………………………………………………………………………………………… 4  Evaluation de la performance par rapport aux exigences de l’ITIE ……………………………………………………………………………………………………………… 5  Evaluation de la performance par rapport aux activités du plan de travail annuel ………………………………………………………………………………………………… 8  La mise en œuvre des recommandations issues des rapports ITIE antérieurs ………………… ……………………………………………………………………………….. 22  Les points forts et les faiblesses identifiés dans le processus ……………….…………………………………………………………………………………………………… 25  Les ressources financières ……………………………………………………………………………………….................................................................................................... 28   * Ressources prévisionnelles et source de financement ……………………………. ……………………………………………………………………… 28 * Ressources prévisionnelles, niveau d’allocation et leur affectation …..……………………… ……………………………………………… …….. 30   Evaluation de la performance générale du processus et perspectives ………………………………………………………………………………… ……………………… 32  Conclusion ………………..…………………………………………………………………………………………………………………………………………………… 33  Annexe ……………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………. 34   * Termes de référence de la sélection de l’administrateur indépendant chargé de l’élaboration du rapport ITIE-Exercice 2015 |

|  |
| --- |
| Avant-propos |

La mise en œuvre de l’ITIE au Congo s’est faite de manière régulière depuis l’accession du pays au statut de « pays candidats » en 2008. Cette mise en œuvre a connu un moment de rayonnement au plan national et international en 2013 et 2014.

L’année 2015 a commencé avec beaucoup d’espérance quant au niveau d’amélioration de la qualité du processus. La tenue, à Brazzaville au 1er semestre de cette année, de la 29ème session du conseil d’administration international de l’ITIE a rehaussé l’image et la perception de l’ITIE au niveau national. Elle a suscité beaucoup d’enthousiasme et renforcé le niveau d’ implication des parties prenantes dans la mise en œuvre du processus.

Les difficultés conjoncturelles qui ont secoué l’économie nationale suite à la baisse du cours du baril d’hydrocarbure et ses conséquences drastiques sur le financement du budget national ont eu un impact négatif sur la mise en œuvre du plan de travail 2015.

La mise en œuvre du processus de l’ITIE-Congo s’est faite dans des conditions particulièrement difficiles au cours de l’année 2015. C’est sur cette note assez irrégulière depuis le démarrage du processus que les organes de mise en œuvre de l’l’ITIE au Congo ont clôturé cet exercice 2015.



**Florent Michel OKOKO**

Président Exécutif

|  |
| --- |
| 1. **Introduction** |

L’élaboration du plan de travail 2015 s’était inscrite dans la vision d’une mise en œuvre irréversible de processus par une prise en compte des enjeux et des exigences de l’initiative autour de cinq(5) axes stratégiques représentant:

* La gouvernance du groupe multipartite ;
* Le renforcement des capacités et la formation ;
* La pérennisation du processus ;
* La communication et,
* La mobilisation des ressources financières.

Chaque axe stratégique comprenait un ensemble d’activités répondant à des objectifs spécifiques poursuivis.

En vue d’assurer la continuité dans la mise en œuvre des actions définies par le comité exécutif, ce plan avait pris en compte certaines activités de l’année 2014 dont l’objectif de réalisation n’avait été atteint au cours de cet exercice. Les activités nouvelles visaient particulièrement:

* La communication et la sensibilisation sur le 6ème rapport ITIE –exercice 2013 ;
* La tenue à Brazzaville, en avril 2015, de la réunion du conseil d’administration international de l’ITIE ;
* La production du 7ème rapport ITIE de la République portant sur l’exercice 2014 ;
* La préparation à la seconde validation du processus ITIE de la République par le Conseil d’administration international de l’ITIE ;
* La formation et le renforcement de capacités des membres des organes de mise en œuvre de l’ITIE ;

La mise en œuvre du processus de l’ITIE au Congo a laissé entrevoir au cours de l’année 2015, comparativement aux exercices antérieurs, une baisse de son niveau de performance à cause des difficultés de financement rencontrées.

Cette performance est appréciée à la fois par rapport aux exigences de  l’ITIE et par rapport aux activités contenues dans le plan de travail annuel.

|  |
| --- |
| 1. **Evaluation de la performance par rapport aux exigences de l’ITIE** |

Le niveau de performance des pays dans la mise en œuvre de l’ITIE se mesure à la capacité de chaque pays à respecter les exigences contenues dans la norme ITIE. Cette évaluation nous emmène aux constats ci-après en ce qui concerne la République du Congo pour l’année 2015 :

* EXIGENCE ITIE 1

**L’ITIE exige un suivi efficace par le Groupe multipartite.**

**Aperçu** – L’ITIE exige un suivi efficace par les parties prenantes, assuré notamment par un Groupe multipartite fonctionnel qui associe le gouvernement et les entreprises, et requiert la pleine participation indépendante, active et effective de la société civile. Les éléments clés de cette Exigence sont : (1.1) l’engagement du gouvernement, (1.2) le suivi par le gouvernement,(1.3) la constitution d’un Groupe multipartite, et (1.4) un plan de travail convenu, comprenant des objectifs clairs pour la mise en œuvre de l’ITIE, ainsi qu’un calendrier de plan d’actions compatible avec les échéances fixées par le Conseil d’administration de l’ITIE (1.6-1.8).restreindre le débat public à propos de la mise en œuvre de l’ITIE.) Les parties prenantes, membres ou non du Groupe multipartite doivent :i. pouvoir s’exprimer librement au sujet de la transparence et de la gouvernance des ressources naturelles ; ii. s’engager de manière substantielle

* La mise en œuvre de l’ITIE au Congo n’a pas posé de problème au regard de cette exigence qui peut être considérée comme satisfaite. Le niveau de progrès est satisfaisant.
* EXIGENCE ITIE 2

**L’ITIE exige une publication régulière et ponctuelle des rapports ITIE.**

**Aperçu** – Les rapports ITIE sont plus utiles et pertinents lorsqu’ils font l’objet d’une publication régulière et qu’ils contiennent des données actualisées. L’Exigence n° 2 fixe les échéances pour des déclarations ITIE régulières et ponctuelles

* Le progrès dans la mise en œuvre de cette exigence n’est pas satisfaisant si l’on s’en tient au point 2.1 qui exige que les pays publient chaque année un rapport. Le rapport ITIE 2015 portant sur l’exercice 2014 n’a pas pu être produit et publié en temps réel conformément à cette exigence. Toutefois, cette exigence 2.1 est atténuée par le point 2.2 qui stipule que les rapports ITIE doivent contenir des données ne portant pas sur des exercices antérieurs aux deux derniers exercices comptables révolus. En clôturant l’année 2015, le Comité exécutif a intégré au plan de travail 2016 l’élaboration du rapport ITIE 2014 en vue de produire et publier ledit rapport 2014 au plus tard le 31décembre 2016. Le niveau de progrès face à cette exigence peut être considéré comme significatif car toutes les diligences liées à ce rapport sont présentement en cours d’exécution.
* EXIGENCE ITIE 3

**L’ITIE exige que les rapports ITIE contiennent des informations contextuelles sur les industries extractives.**

**Aperçu** – Afin d’être compréhensibles et utiles au public, les rapports ITIE doivent contenir des informations contextuelles publiques au sujet des industries extractives. Ces informations devront inclure une description résumée du cadre légal et du régime fiscal (3.2) ainsi qu’une vue d’ensemble : des industries extractives (3.3) ; de la contribution des industries extractives à l’économie (3.4) ; des données de production (3.5) ; de la participation de l’État dans les industries extractives (3.6) ; de l’attribution et de la durabilité des revenus (3.7-3.8) ; des registres et des octrois de licences (3.9-3.10) ; de toutes les dispositions applicables à la propriété réelle (3.11) et aux contrats (3.12). Le Groupe multipartite devra convenir de la partie qui se chargera de la préparation des informations contextuelles destinées au rapport ITIE (3.1).

* La non-production en 2015 du rapport ITIE portant sur l’exercice 2014 ne permet pas dire que le progrès est satisfaisant face à cette exigence. Les préoccupations soulevées par cette exigence ont, toutefois, été prises en compte par le Comité Exécutif, dans les termes de référence de l’administrateur indépendant chargé de l’élaboration de ce rapport dont les travaux sont présentement en cours d’exécution. Le niveau de satisfaction de cette exigence peut être considéré comme significatif.
* EXIGENCE ITIE 4

**L’ITIE exige la publication de rapports ITIE exhaustifs, incluant la divulgation complète des revenus de l’État issus des industries extractives, ainsi que la divulgation de tous les paiements significatifs versés au gouvernement par les entreprises pétrolières, gazières et minières.**

**Aperçu** – Une connaissance des paiements des entreprises et des revenus du gouvernement peut alimenter le débat public au sujet de la gouvernance des industries extractives. L’ITIE exige une réconciliation complète des paiements des entreprises et des revenus du gouvernement en matière d’industries extractives. L’Exigence 4 spécifie les mesures que le Groupe multipartite doit envisager pour garantir que le rapport ITIE fournisse un état complet de ces paiements et de ces revenus. La section 4.1 définit les Exigences relatives aux types de paiements et de revenus qui doivent être couverts dans le rapport ITIE. La section 4.2 précise quelles entreprises et entités de l’État, y compris les entreprises les entreprises d’État, devraient être tenues de faire une déclaration.

* Comme en matière d’exigence précédente, on peut dire que la non-production en 2015 du rapport ITIE portant sur l’exercice 2014 ne permet pas de conclure que le progrès est satisfaisant. Il est néanmoins significatif car le rapport ITIE exercice 2013 avait intégré la prise en compte des préoccupations soulevées dans cette exigence et pour l’année 2014 il n’en sera pas autrement.
* EXIGENCE ITIE 5

**L’ITIE exige un processus d’assurance crédible basé sur l’application des normes internationales.**

**Aperçu** – L’Exigence 5 vise à garantir l’existence d’un processus crédible de déclaration ITIE, afin que le rapport ITIE contienne des données fiables. L’ITIE souhaite tirer parti des systèmes actuels d’assurance et d’audit utilisés par les gouvernements et les entreprises, et promouvoir l’adhésion aux normes et aux pratiques internationales. Le Groupe multipartite est tenu de nommer un administrateur indépendant pour réconcilier les données présentées par les entreprises et les entités de l’État (5.1). La section 5.2 présente les questions que le Groupe multipartite et l’administrateur indépendant doivent aborder pour convenir des Termes de Référence pour la réconciliation. Celles-ci comprennent les garanties qui doivent être fournies par les entités déclarantes. La section 5.3 mandate l’administrateur indépendant pour évaluer l’exhaustivité et la fiabilité des données et pour formuler des recommandations pour le futur. Le rapport ITIE doit être avalisé par le Groupe multipartite (5.4).

* Cette exigence ne pose pas de problème particulier en ce qui concerne la mise en œuvre de l’ITIE au Congo. Les préoccupations 5.1 à 5.4 soulevées dans cette exigence sont parfaitement respectées si l’on se réfère au processus d’élaboration des rapports antérieurs et aux Termes de référence de l’administrateur indépendant pour l’exercice 2014. Le progrès dans la mise en œuvre de cette exigence au Congo est satisfaisant.
* EXIGENCE ITIE 6

**L’ITIE exige des rapports ITIE compréhensibles, activement promus, accessibles au public et contribuant au débat public.**

**Aperçu** – La divulgation régulière des flux de revenus tirés des ressources naturelles et des paiements des entreprises extractives n’est pas d’une grande utilité sans une prise de conscience publique et une connaissance de la signification réelle des chiffres et sans un débat public sur la manière d’utiliser efficacement les revenus tirés des ressources naturelles. L’Exigence 6 garantit que les parties prenantes entament un dialogue au sujet de la gestion des revenus tirés des ressources naturelles.

* Le progrès dans la mise en œuvre de cette exigence n’est pas satisfaisant en 2015 pour les revenus tirés des ressources extractives de l’année 2014. En effet , le défaut de production et de publication du rapport ITIE de cet exercice n’a pas permis l’organisation des actions de communication liées à la publication des rapports dans le cadre de débats publics. Il en est de même de l’accessibilité des données de cet exercice au public par le canal de l’ITIE. Mais ce progrès est significatif car plan de travail 2016 a prévu des activités de dissémination et de communication concernant ledit rapport dès la production et la publication L’atteinte des objectifs contenus dans cette exigence est encore possible avec la publication différée de ce rapport en 2016.
* EXIGENCE ITIE 7

**L’ITIE exige que le Groupe multipartite prenne des mesures pour agir en fonction des enseignements tirés et évaluer les résultats et l’impact de la mise en œuvre de l’ITIE.**

**Aperçu –** Les rapports ITIE conduisent au respect de l’application des Principes de l’ITIE à travers leur contribution à un débat public élargi. Il est également crucial que les enseignements tirés durant la mise en œuvre soient mis en pratique, que les écarts identifiés dans les rapports ITIE soient expliqués et, si nécessaire, corrigés et que la mise en œuvre de l’ITIE ait une base stable et viable.

* Le suivi des recommandations contenues dans les rapports antérieurs de l’ITIE a constitué l’une des préoccupations majeures des plans de travail ITIE- Congo de ces trois dernières années. Cette action a permis de mettre en évidence les faiblesses des systèmes d’information en vigueur au sein des entités publiques et de la nécessité de faire évoluer la gestion des données au plan pratique. La mise en place des points focaux ITIE au sein des entités publiques et les réunions de travail conjointes avec ces entités vise la satisfaction de cette exigence. Le progrès dans la mise en œuvre de cette exigence est significatif

On peut dire au regard de ce diagnostic que la mise en œuvre de l’ITIE au Congo ne pose pas de problème particulier en matière de conformité aux exigences de la norme. Le défaut de production et de publication du rapport ITIE portant sur l’exercice 2014 a constitué un élément négatif dans le niveau de perfomances du processus au regard des exigences ITIE. Cette situation reste encore maitrisable avec la publication dudit rapport au cours de l’année 2016.

|  |
| --- |
| 1. **Evaluation de la performance par rapport aux activités du plan de travail** |

La performance dans la mise en œuvre du processus ITIE se mesure également à sa capacité du groupe multipartite à exécuter les activités prévues dans le plan de travail. La norme ITIE exige une auto- évaluation du processus en considération du niveau d’atteinte des objectifs fixés dans le plan de travail. La situation de l’ITIE-Congo pour l’année 2015 se présente de manière suivante :

Matrice des activités du plan de travail t leur niveau d’exécution

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Axes***  ***stratégiques*** | **Objectifs** | **Contexte** | **Contraintes de capacité, risques** | **Activités** | **Résultats attendus** | **Indicateurs** | **Partenaires de coopération** | **Niveau d’exécution** | **Observations ou justifications** |
| **I - Gouvernance du Groupe Multipartite** | **Objectif 1 :** consolider le fonctionnement des organes de mise en œuvre de l’ITIE | L’initiative tire son dynamisme de l’action de l’organe technique qui s’appuie du rôle du comité exécutif sur la base du travail effectué des commissions permanentes | Prise d’initiatives  des réunions par les responsables des différentes commissions | **Activité 1.1:**  Tenue régulière des réunions des Commissions permanentes. | Les commissions se réunissent au moins une fois par mois pour appuyer l’action du GMP | listes de présences  comptes rendus,  procès-verbaux et rapports | Gouvernement,  Entités publiques  et privées bilatérales et multilatérales  Partenaires régionaux et sous régionaux. | |  | | --- | |  | | Certaines commissions ont tenu des réunions de travail et d’autres ne se sont pas réunies.  Les indicateurs d’évaluations fixés ne permettent de conclure pour l’atteinte partielle de cet objectif |
| **Activité 1.2 :**  Réunions régulières de travail avec les points focaux identifiés | Les rencontres de travail avec les points focaux ITIE sont régulières pour servir de relais | |  | | --- | |  | | Cet objectif n’a pas été atteint au regard des indicateurs d’évaluation fixés |
| Tous les documents sont validés de manière formelle par le groupe multipartite | Les sessions sont convoquées par le Président exécutif. | **Activité 1. 3**  Tenue régulière des Sessions du Comité Exécutif | Les membres du comité exécutif se réunissent en session ordinaire au moins une fois par mois pour délibérer.  Les documents sont adoptés et les résolutions prises. | Listes de présences, relevés de conclusions  comptes rendus, et rapports | Gouvernement  Secteur extractif et société civile | |  | | --- | |  | | Les réunions du comité exécutif se sont tenues régulièrement. Cet objectif a été atteint |
| Pour son fonctionnement l’équipement du secrétariat technique doit être mieux équipé. | Lenteur des procédures de décaissement des fonds tant au niveau public que des partenaires au développement | **Activité 1.4 :**  Acquisition de deux (2) véhicules opérationnels, matériel et des équipements du Secrétariat technique permanent | Tout le matériel de transport et équipement nécessaire au fonctionnement du secrétariat technique sont disponibles | contrats factures fournisseurs. échanges avec les unités de gestion des dons des PAD (appels d’offres, bons de commandes, | Ministère des finances, PRCTG, Partenaires | |  | | --- | |  | | Les difficultés financières liées au financement du plan de travail n’ont pas permis d’atteindre cet objectif |
| Le secrétariat technique est en sous-effectif ; il va être renforcé par de nouveaux recrutements de cadres | Allocation du budget requis pour à assurer la permanence des salaires | **Activité 1.5** recrutement du personnel, prise en charge et, fonctionnement du secrétariat technique | Les compétences requises pour le bon fonctionnement du secrétariat technique sont recrutées | Paiement régulier des salaires, contrat du personnel et autre charge de fonctionnement | Ministère des finances | |  | | --- | |  | | Les charges de fonctionnement ont été assurées et permettent de dire que cet objectif a été atteint |
| Le secrétariat technique est logé dans un immeuble en location | Disponibilité des budgets y relatifs | **Activité 1.6**  Mise en place des frais de loyers | Les loyers sont assurés à leur échéance | Les loyers sont régulièrement assurés et les factures de paiements délivrées | Ministère des finances  ARC | |  | | --- | |  | | Contrairement aux exercices précédents  Les frais de loyers dus à l’ARC n’ont pas pu être assurés à cause des difficultés de financement. Objectif non atteint |
| L’importance des activités du secrétariat technique requiert des consommables informatiques | Disponibilité des moyens et réactivité des services locaux chargés de la gestion de ces dons | **Activité 1.7** Acquisition des consommables informatiques | Les consommables sont acquis dans les délais pour éviter toute rupture dans le fonctionnement des services | Factures fournisseurs. échanges avec les unités de gestion des dons des PAD | Ministère des finances  Unité de gestion des projets des partenaires au développement  (PAD) | |  | | --- | |  | | On peut considérer cet objectif comme atteint en tenant compte aussi des efforts de restriction des niveaux de consommation dont la structure s’est imposée |
| Les frais de télécommunication font partie des charges courantes | Surveillance de factures et règlement à l’échéance | **Activité 1.8**  Prise en charge des frais de télécommunication : abonnement boite postale, internet, téléphone,…) | Les frais de communication sont acquittés normalement | Factures divers fournisseurs  Preuves de paiement | Ministère des finances  Unité de gestion des projets des PAD | |  | | --- | |  | | La prise en charge de ces frais a été régulière. L’objectif est considéré comme atteint |
| La sélection de divers consultants passent par le processus d’annonces publicitaires | Disponibilité des moyens et  Respect des délais et des procédures en vigueur | **Activité 1.9**  Mise en place des frais liés aux annonces, publicité, communications, informations | Tous les processus sont exécutés normalement | Factures divers fournisseurs  Preuves de paiement | Unités de gestion des projets des PAD, Presse et organes publicitaires | |  | | --- | |  | | La prise en charge de ces frais a été régulière. L’objectif est considéré comme atteint |
| Les opérations en compte bancaires génèrent d’important frais de gestion de compte | Prévenir une gestion saine du compte de l’institution par la banque | **Activité 1.10**  Mise en place des frais bancaires | La gestion du compte bancaire est saine et la relation de confiance est maintenue auprès de la banque | Relevé bancaire ;  états de rapprochement | Banque  Ministère des finances | |  | | --- | |  | | La prise en charge de ces frais a été régulière. L’objectif est considéré comme atteint |
| **Objectif 2 :**  Revisiter et élaborer les documents de travail du comité | En fait de conformité aux exigences de la nouvelle norme le réexamen des documents existant et l’élaboration de nouveaux s’imposent | La faible capacité de l’institution en ressources humaines et financières peut constituer un goulot d’étranglement | **Activité 2.1 :**  Organisation des séances de travail réajustement du Plan d’action triennal 2013-2015 en fonction des nouvelles données du plan 2015 | Le plan 2013-2015 est révisé | Liste de présence aux réunions des commissions de révision,  Le Plan est élaboré et adopté par les parties prenantes | Entités publiques et privées bilatérales et multilatérales ;  Organisation de la société civile | |  | | --- | |  | | Ce plan a été réajusté par simple insertion du plan réajusté 2015 aux plans des exercices antérieurs qui avaient été déjà adoptés. L’objectif est considéré comme atteint |
| Le plan de travail et le budget 2015 doivent être élaborés et adoptés au cours de l’année 2015 | Convoquer les réunions des commissions permanentes pour l’examen des projets de textes soumis à leur attention | **Activité 2.2:** Elaboration et adoption plan de travail 2016 et Budget 2016 | Le plan de travail est rendu disponible | Liste de présences, compte rendu de réunion d’adoption | Entités publiques et privées bilatérales et multilatérales ;  Organisation de la société civile | |  | | --- | |  | | Ces supports ont été élaborés et adoptés par les parties prenantes du GMP ;  L’objectif est considéré comme atteint. |
| La nouvelle norme exige des larges consultations au-delà du GMP pour l’élaboration du plan d’actions | Faible appropriation du processus par les acteurs hors groupe multipartite | **Activité 2.3 :**  organisation des consultations des acteurs, hors groupe multipartite, intéressés dans la mise en œuvre de l’ITIE. | Les consultations sont tenues avec les acteurs ciblés | Listes acteurs identifiés  Les consultations rendues effectives  Les minutes des réunions de consultations | Entités publiques et privées bilatérales et multilatérales ;  Organisation de la société civile | |  | | --- | |  | | Cet objectif n’ a pas été atteint aux regard des indicateurs d’évaluation fixés |
| **Total Axe I** |  |  |  |  |  |  |  | |
| **II- Renforcement de capacités et formation** | **Objectif 3 :** améliorer la connaissance des parties prenantes au processus en matière d’industries extractives internationales, des particularités juridiques comptables et fiscales des industries extractives | Le renforcement des parties prenantes doit tenir compte des besoins en formations et réalisé par un consultant expérimenté dans un cadre défini à l’avance | Les contraintes peuvent essentiellement être financières et le risque lié au choix d’un consultant qui doit refléter les termes de références définis | **Activité 3.1** Elaboration et adoption des termes de référence du recrutement du consultant en renforcement de capacités et formation | Les termes de références sont élaborés et rendus disponibles  Le consultant est recruté  Le consultant est choix | Termes de références élaborés  Compte rendu et liste de présence à la réunion d’adoption Notification de recrutement du consultant | Partenaires au développement  Ministère des finances | |  | | --- | |  | | Le consultant en renforcement de capacité a été recruté en se fondant sur une expérience de travaux réalisés et réussis dans un pays mettant en œuvre l’ITIE**.**  Cet objectif est considéré comme atteint. |
| Le consultant identifie les besoins en formation et en renforcement de capacités et définit un plan de formation ciblé | Respect des délais et contraintes de calendrier au regard de l’importance des activités dans la même période | **Activité 3.2:**  Adoption du plan de formation du consultant en renforcement de capacités et formation | Le plan de formation du consultant est adopté | Liste de présence, compte rendu de la réunion d’adoption du plan | Partenaires au développement  Ministère des finances  Cabinet du consultant | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
| Le plan ainsi adopté est mis en œuvre par le consultant et le comité exécutif à Brazzaville avant la tenue de la réunion du conseil d’administration international de l’ITIE | La diversité des niveaux et des formations de base des populations cibles peut être un facteur de complexité dans la définition des plans de formation individuels | **Activité 3.3 :**  Mise en œuvre du plan de formation du consultant et évaluation des compétences acquises à travers des QCM mis à disposition par le consultant | Les parties prenantes au processus sont formées  Les évaluations sont faites sur la base des fiche de QCM anonymes  La restitution des travaux est faite par le consultant | Liste de présence aux activités de formation  Supports de formation  Fiche de QCM ayant servi d’évaluation  Support de restitution des travaux par le consultant | Partenaires au développement  Ministère des finances  Cabinet du consultant  Participants à la formation | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
| Les informations contenues dans le rapport ITIE doivent être utilisées et exploitées par les administrations publiques et les organes de gouvernance dans le cadre de leurs missions de contrôle et de suivi. | La faible coopération des services ou le faible engagement à cause des pressions hiérarchiques diverses peuvent être un facteur de blocage | **Activité 3.4**  Atelier de formation des cadres des administrations publiques en charge des industries extractives sur l’exploitation et utilisation des informations des rapports ITIE à des fins de contrôle et de suivi | Les participants sont formés et disposent des outils et techniques complémentaires dans le cadre de l’exercice de leurs fonctions à partir des données ITIE | Liste de présences,  supports de formation  fiches d’évaluation | Partenaires au développement  Ministère des finances  formateurs  Participants à la formation | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
| Les questions relatives au CPP, dont les coûts pétroliers et seuil du prix haut méritent chaque fois d’être discutés pour une meilleure appropriation des principes de la législation Congolaise | La diversité des niveaux et des formations de base des participants peut être un élément de gêne pour une meilleure appropriation des mécanismes pour certaines personnes | **Activité 3.5 :** Atelier de formation des membres du comité, des  parlementaires et organisations de la société civile non membres du comité sur les contrats de partage (production, coûts pétroliers, seuil du prix haut) | Les participants sont informés et ont désormais une nette connaissance des questions pétrolières identifiées | Liste de présences  Support de formations  Fiches anonymes d’évaluation de fin de formation | Partenaires au développement  Ministère des finances  Ministère des hydrocarbures  Société nationale des pétroles  formateur | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
| Le conseil d’administration international de l’ITIE se réunira au Congo en avril. un appui organisationnel du comité exécutif et un accompagnement financier du gouvernement s’imposeront | Le décaissement des frais liés aux travaux préparatoires à l’arrivée des membres du conseil doit se faire dans des délais raisonnables pour le succès de cet évènement. | **Activité 3.6 :**  Appui à l’organisation de la réunion du conseil d’administration international de l’ITIE à Brazzaville | Les états de besoins sont préparés et adressés à l’autorité ministérielle  Les commissions d’organisation sont mises en place  Toutes les dispositions préparatoires sont mises en place en fonction des besoins exprimés | Etats de besoins disponibles  Décisions sur les commissions  d’organisation  Tous les supports dépendant du niveau d’organisation locale | Conseil d’administration international de l’ITIE  Ministère des finances  Entreprises extractives | |  | | --- | |  | | Cette activité a été réalisée avec succès |
| **Total Axe II** |  |  |  |  |  |  |  | |
| **III-Pérennisation du processus** | **Objectif 4 :**  **Contribuer à** l’élaboration d’un meilleur cadre institutionnel et la mise en place d’un meilleur système de gestion des données du secteur extractif | L’adoption de la loi de transparence et la responsabilité fiscale sera suivi de l’élaboration des textes | La loi étant déjà introduite dans les canaux officiels du gouvernement, procédure d’après échappe comité. | **Activité 4.1:**  Plaidoyer en faveur de l‘adoption de la loi, l’élaboration et publication des textes d’application | . Les textes d’application sont élaborés et publiés après l’adoption et la publication de la loi de transparence et de responsabilité fiscale | Compte rendu des réunions du comité intégrant à l’ordre du jour les questions de la loi | Ministère des finances ;  Le Sénat et  L’Assemblée nationale | |  | | --- | |  | | Bien que la loi ne fut pas adoptée en cours d’année 2015, le processus de son adoption renvoyée en 2016 dépend aussi fortement du plaidoyer de l’ITIE |
| La mise en œuvre des recommandations renforce la qualité du processus | Faible coopération et les lenteurs administratives des administrations sont des facteurs de gêne | **Activité 4.2 :**  Plaidoyer pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre des recommandations ITIE | Les recommandations sont suivies d’effet d’exécution par les entités visées dans les rapports ITIE | Plan de suivi des recommandations  Rapport d’échanges et visites auprès des entités | Ministère des finances  Entités visées par les recommandations  Comité exécutif | |  | | --- | |  | | Beaucoup d’actions ont été menées dans le cadre de ce plaidoyer sur la mise en œuvre des recommandations. Les divers courriers et échanges avec le département ministériel en donnent la preuve. |
| La mise en place d’un système d’information dédié à la bonne gestion des données du secteur extractif au Congo a fait l’objet de nombreuses recommandations des administrateurs indépendants et validateurs | Le périmètre de mise en œuvre du système et les administrations concernées nécessitent beaucoup d’effort de coopération au niveau des administrations publiques qui doivent se démarquer des réflexes identitaires à chaque administration | **Activité 4.3 :**  Plaidoyer la mise en place d’un système de gestion des informations du secteur extractif | Le système est mis en place. La gestion de l’information est fluide à partir d’une base de données. Les questions liées au périmètre des flux et des entreprises posés par les études de cadrage des rapports ITIE sont réglées  Les données relatives au projet sociaux et cadastres pétroliers et miniers sont disponibles | Lettres d’échanges avec les autorités compétentes  Conventions ou accords signés par le gouvernement et la société de réalisation de ce système d’information ;  Les études produites par les sociétés de service | Partenaires au développement  Ministère des finances  Sociétés de service | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
| **Objectif 5 :**  Renforcer la qualité des données publiées dans les rapports ITIE et une meilleure perception extérieure de l’image du processus ITIE au Congo | En application de la nouvelle norme ITIE, le groupe multipartite doit produire un rapport annuel d’activités | la contrainte est l’implication de toutes les parties prenantes afin que les conclusions du rapport reflètent l’avis de toutes les parties. | **Activité 5.1 :**  Production du rapport d’activités annuel 2014 | Le rapport d’activité de l’année 2014 est élaboré par le secrétariat technique et adopté en session du comité exécutif | Compte rendu de la session d’adoption du rapport ;  Liste de présence ;  Rapport d’activité | Entités publiques et privées  Organisations de la société civile | |  | | --- | |  | | Le rapport a été produit et adopté |
| En conformité avec la norme ITIE le pays doit produire un rapport ITIE chaque année | Respect des contraintes de délai et de procédure dans l’élaboration du rapport | **Activité 5.2 :**  Elaboration du 7ème rapport ITIE de la République | Les Termes de référence de recrutement de l’administrateur indépendant chargé du 7ème rapport sont rédigés, adoptés et l’administrateur est recruté et Le 7ème rapport ITIE est publié | Comptes rendus  des différentes sessions du comité  Procès-verbaux des commissions de travail et  Listes de présences | Secrétariat international de l’ITIE  Ministère des finances  consultants | |  | | --- | |  | | Le retard pris dans la production du rapport ITIE portant sur l’exercice 2014 n’a pas permis de réaliser cette activité |
| La production du rapport s’accompagne de l’activité de dissémination | Délais de confection et reproduction des outils et supports de dissémination | **Activité 5.3** :  Dissémination du 6ème rapport ITIE de la République du Congo | Le rapport est disséminé dans les délais | Factures fournisseurs  Contrats de services  Divers supports | Partenaires bilatéraux et multilatéraux  Cabinet externe en charge de la communication ITIE | |  | | --- | |  | | On peut dire que la dissémination du rapport ITIE portant sur l’exercice 2013 ne s’est pas faite de manière optimale. Néanmoins ce rapport a été publié sur le site ITIE du Congo et distribué auprès des populations à l’occasion de certains évènements. |
| Après la 1ère validation intervenue en 2012, la République du Congo doit se soumettre à une seconde validation en 2015conformément à la norme ITIE | Le choix de l’administrateur indépendant relève désormais de la compétence du secrétariat international lui-même et non des pays | **Activité 5.4 :**  Seconde validation du processus ITIE -Congo | La demande de validation est adressée au conseil d’administration international  Le validateur nommé par le secrétariat international est connu  Le processus de validation est engagé | Lettres d’échanges avec le secrétariat international de l’ITIE | Secrétariat international de l’ITIE  Ministère des finances | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
| La question des recettes forestières est souvent posée lors des campagnes de sensibilisation sur l’ITIE | Faible expertise des membres du groupe de travail sur les questions forestières | **Activité 5.5 :**  Création d’un groupe de réflexion sur la question relative à l’inclusion des revenus de l’exploitation forestière dans le périmètre de réconciliation de l’ITIE | Le groupe de réflexion est constitué | Décision mettant en place le groupe  Rapport de groupe | Ministère des finances ;  Ministère des eaux et forêts  Partenaires au développement  Société civile | |  | | --- | |  | | Cette mission avait été confiée à la commission en charge de la validation au sein du Comité exécutif.  Les résultats de travail de cette commission au regard de cette mission ont permis d’intégrer les forêts dans le périmètre ITIE pour son rapport des exercices 2014 et suivants. |
| **Total Axe III** |  |  |  |  |  |  |  | |
| **IV-Communication** | **Objectif 6 :**  Susciter une large implication des populations dans la mise en œuvre de l’ITIE et une bonne connaissance de ses enjeux à travers des actions de communication et de sensibilisation | La stratégie de communication devra être révisée en fonction des nouveaux objectifs définis | Réunion de travail régulière de la commission communication | **Activité 6.1**: Révision de la stratégie de communication | La stratégie de communication est révisée par le Comité. Le comité dispose de nouveaux outils de communication | Compte rendu de la session  PV des Commissions de travail, | Comité exécutif | |  | | --- | |  | | Le plan de communication, révisé, a été soumis par la commission en charge de la commutation quoiqu’il n’ait pas été suivi d’effets de mise en œuvre. |
| La validation ainsi que la nouvelle de communication doit se faire avec un site web | Recrutement d’un webmaster et utilisation des liens liés à la transparence et la bonne gouvernance (informations contextuelles) | **Activité 6.2 :** Website | Information actualisée de la mise en œuvre de l’initiative | Evaluation du Website | Ministère des finances, partenaire au développement | |  | | --- | |  | | Le site web a été revisité mais des efforts pour le rendre mieux accessibles sont encore attendus. |
| Les campagnes d’information sensibilisation et communication s’accompagnent de la distribution aux participants de divers objets, matériels et divers supports | Implication des sociétés dans le financement des activités de communication | **Activité 6.3:**  Acquisition de matériels et supports d’appui à la communication  (Newsletters, locations d’espaces publicitaires, revues, matériels, gadgets, film documentaire, etc.) | Le matériel de communication, de sensibilisation et d’information sur l’ITIE est acquis | Factures fournisseurs,  Divers supports élaborés  Contrats de services ou bons de commandes | Ministères ;  Partenaires au développement  Entreprises  Société civile | |  | | --- | |  | | Les indicateurs sur cette activité ont été peu satisfaisants ; |
| **L**’implication des populations dans le processus ITIE, recommande de communiquer auprès d’un large public | La seule contrainte de capacité peut être liée à la disponibilité des moyens financiers. | **Activité 6.4**: Campagne de sensibilisation des médias et société civile sur le 6ème rapport ITIE à Brazzaville | Les participants sont informés sur les conclusions du 6ème rapport ITIE | Rapport d’activité  Liste des participants | Ministères ;  Partenaires au développement  Entreprises  Société civile | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
| Des rapports ITIE compréhensibles, activement promus, accessibles au public et contribuant au débat public | Manque de moyens financiers et risques d’indisponibilités des élus locaux à la date choisie | **Activité 6.5:** campagne de sensibilisation et d’information des médias, société civile, et des élus locaux à Pointe-Noire sur le 6ème rapport ITIE | Les participants sont informés sur les conclusions du 6ème rapport ITIE | Rapport d’activité  Liste des participants | Ministères ;  Partenaires au développement  Entreprises  Société civile | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
|  | Une communication efficace constitue un lien essentiel dans le processus d'obtention de résultats pour l'ITIE. | Moyens financiers et matériels limités.  Des rapports ITIE à un niveau élevé de transparence nécessaire pour augmenter les échanges d'informations | **Activité 6.6:** campagne de sensibilisation et d’information sur l’ITIE et le 6ème rapport auprès des élus locaux et les membres des mouvements associatifs dans les départements de :  Sangha, Cuvette, Plateaux, Pool,  Niari | Les participants sont informés et sensibilisés sur les conclusions du 5ème rapport ITIE pour en faire usage | Rapport d’activité  Liste des participants | Ministères ;  Partenaires au développement  Entreprises  Société civile | |  | | --- | |  | | Indicateurs d’évaluation non satisfaits |
|  | **Total Axe IV** |  |  |  |  |  |  |  | |
| **V- Mobilisation**  **des ressources financières** | **Objectif 7 :** Organiser des actions de plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources financières | Le financement des plans de travail de l’ITIE est quasiment assuré par l’Etat à ce jour. En vue de diversifier les sources de financement, un plaidoyer en mobilisation des ressources est nécessaire | La complexité des procédures de financement externes au sein des institutions internationales ou leurs représentations locales limite les succès des actions de plaidoyer. | **Activité 7.1 :** Mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des plans de travail 2015 | La couverture des dépenses prévues au budget est assurée | Demandes adressées aux partenaires | Partenaires au développement  et autres parties prenantes au processus | |  | | --- | |  | | La non atteinte de cet objectif est à la base du faible niveau de performance observée en ce qui concerne les autres activités envisagées dans le plan. |

On peut noter que le plan de travail 2015 avait prévu 34 activités réalisables au titre de cet exercice. Le bilan d’exécution montre au total que :

* 15 activités ont connu un niveau d’exécution totale ;
* 4 activités ont connu une exécution partielle ;
* 15 autres activités n’ont pas été réalisées du tout.

*Source : nous-mêmes*

Le taux moyen de réalisation des activités prévues au plan de travail 2015 est estimé à 44% ; soit une régression de 23 points par rapport à l’exercice 2014 où il était de

66 % par rapport à l’ensemble des activités prévues.

Le grapique ci- après donne un aperçu comparatif des niveaux d’exécution des plans 2015 et 2014.

*Source : nous-mêmes*

Afin de poursuivre la réalisation de certaines activités non exécutées ou partiellement exécutées en 2015 et garantir la pérennité du processus, le Comité Exécutif avait décidé de réinscrire au plan de travail 2016, les actions dont l’objectif n’a pas été atteint en 2015.

|  |
| --- |
| 1. **La mise en œuvre des recommandations issues des rapports ITIE antérieurs** |

Après l’accession du pays au statut de conformité, le Comité exécutif de l’ITIE-Congo avait mis un accent particulier sur les actions conduisant à la pérennisation du processus et l’encrage de la gouvernance dans la gestion des revenus du secteur. C’est dans ce but que le suivi des recommandations contenues dans les rapports antérieurs de l’ITIE a été placé au centre des préoccupations du groupe multipartite dans ses plans de travail.

La démarche a consisté depuis 2014 à faire le point de toutes les recommandations contenues dans les rapports, à évaluer leur niveau de mise en œuvre et organiser des actions de plaidoyer pour susciter la prise de décisions nécessaires par les autorités compétentes.

Les autorités ministérielles et les responsables administratifs impliquées au processus ITIE ont été largement mis à contribution. A cet effet, certaines sessions du comité exécutif ont été ouvertes aux délégués des points focaux ITIE au sein des administrations pour impulser la mise en œuvre des recommandations.

On peut dire que l’ITIE a inspiré au niveau des entités publiques une prise de conscience par les différents responsables sur la faiblesse de leurs systèmes actuels de gestion de l’information et le besoin d’évoluer vers des systèmes plus fiables. La mise en œuvre des recommandations des rapports ITIE est désormais une préoccupation partagée par les autorités publiques.  Cependant, elle doit se matérialiser par des actions de réformes organisationnelles et réglementaires au sein des entités. A ce jour, le niveau des réformes attendues, consécutivement aux recommandations des rapports ITIE, n’est pas encore satisfaisant.

Il sied toutefois de relever que la mise en œuvre des recommandations l’ITIE s’inscrit dans une démarche progressive qui doit être inclusive de nombreuses contraintes touchant d’autres secteurs : c’est le cas par exemple du secteur de télécommunications car une bonne gestion de l’information requière au préalable d’avoir un réseau internet fiable. En l’absence d’un réseau internet faible, la connectivité entre entités publiques est impossible et la consommation ou l’utilisation de l’information n’est pas adéquate.

A ce jour la République du Congo est connecté à la fibre optique pour pouvoir résoudre, à termes, le problème de gestion et de partage de de l’information au sein entre entités.

Les échanges du secrétariat technique permanent avec certaines entités publiques ont montré que les informations sur les cadastres pétroliers et miniers par exemple, existent bien au sein des ministères en charge des hydrocarbures et des mines. Il en est de même des préoccupations liées au suivi et à la gestion des contrats sociaux obligatoires passés avec les entreprises. Il existe bien de cellules de gestion d’informations ou données au sein de ces entités publiques; la seule critique qui peut y être faite actuellement c’est leur mauvaise organisation et le caractère limité de leur accessibilité. Ces informations sont peu fiables et encore limitées à un usage interne ; elles méritent d’être réorganisées dans un plan de réforme global de l’Etat intégrant les différents secteurs de la vie économique et sociale en vue de leur accessibles au grand public.

Le tableau ci-après donne un aperçu de l’ensemble des recommandations et leur niveau de leur mise en œuvre :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Recommandations** | **Contexte et niveau de mise en œuvre** |
| **1** | Harmonisation de la nomenclature au niveau de la comptabilité publique des recettes provenant des industries extractives | Il existe une directive CEMAC en matière de l’harmonisation budgétaire au niveau des Etats membres. La mise œuvre de cette directive CEMAC permettra de régler définitivement la question de la nomenclature des recettes provenant des industries extractives. Le comité travaille à réunir les données sur le niveau de mise en œuvre de cette directive. |
| **2** | Mise en place d’un système d’information au niveau de l’ITIE | Une convention signée avec la société SAP n’a pas pu être exécutée pour des raisons de coûts. Des solutions alternatives sont en cours d’examen. |
| **3** | Informatiser le système de traitement des données sur les recettes extractives au niveau des administrations publiques | Le ministère des finances a signé une convention de service avec la société ORACLE en rapport avec cette recommandation. Les études de faisabilité sont en cours |
| **4** | Mise en place d’un système d’information interconnecté entre les diverses administrations | Il existe des projets d’informatisation des administrations relevant du ministère des finances : projets SYSTAF, SIDERE et SYGMA, notamment aux impôts douanes et trésor. La prise en compte de ces projets dans un cadre d’interconnexion de tous les services demeure une préoccupation qui pourra trouver de réponse avec la fin des travaux sur la connexion du pays à la fibre optique. |
| **5** | Révision du cadre réglementaire en matière de paiement des taxes douanières | Il a été mis en place au sein de l’administration douanière un système de paiement à travers en Guichet Unique.  Ce système constitue une avancée réglementaire importante et une approche dans la résolution des écarts de flux de paiement et de recettes en ce qui concerne les déclarations douanières. |
| **LE** | Mettre en place une structure de suivi financier des projets sociaux réalisés par les sociétés pétrolières dans le cadre des CPP | Il existe des personnes dédiées aux missions de suivi financier des projets sociaux. Cf. Rapport du ministère des hydrocarbures – Le Comité exécutif organise exerce un plaidoyer pour la formalisation de ces structures au sein du ministère des hydrocarbures. Le nouveau code des hydrocarbures en attente d’adoption réserve une place importante au problème des projets sociaux. |
| **7** | Mettre en place un véritable cadastre (pétrolier et minier) | La mise en place de cadastre pétrolier et minier est un problème préoccupant de la gestion de l’information au sein des ministères en charge de ces matières. Les données existent mais nécessitent une mise en cohérence dans un système d’information fiable et accessible. Le progrès dans la mise en œuvre de cette recommandation n’est pas significatif.  Le comité exécutif doit poursuivre son plaidoyer auprès des ministères en charge des hydrocarbures et des mines. |
| **8** | Nommer un point focal ITIE dans chaque administration et entités extractives (publiques et privées) | Le progrès dans la mise en œuvre de cette recommandation est significatif. Il existe au sein des administrations publiques des personnes qui répondent des préoccupations concernant l’ITIE. Les administrations ont désigné ces délégués suite aux instructions du ministre en charge des finances sur proposition de lettre du Comité ITIE  Les points focaux ITIE constituent à ce jour des entités de relais ou de gestion de l’information ITIE au sein des administrations. |
| **9** | Suivi insuffisant des paiements effectués par les entreprises extractives | Les déclarations des recettes n’étaient pas systématiquement délivrées aux entreprises par le Trésor public suite aux paiements de la part en nature d’hydrocarbures revenant à l’Etat.  Cette situation a été résolue auprès du trésor et les entreprises extractives disposent de titre de recettes suite à paiement de la, part d’hydrocarbures de l’Etat  Le progrès dans la mise en œuvre de cette recommandation est satisfaisant. |
| **10** | Statuer l’inclusion de la taxe maritime dans le processus ITIE | La Taxe Maritime est une redevance payée, sur toutes les exportations des Hydrocarbures liquides du Congo, par les armateurs et opérateurs des navires à la SOCOTRAM (Société congolaise de transports maritimes) qui la refacturent aux sociétés pétrolières concernées, dans le cadre de leurs factures de fret. Cette redevance est ensuite récupérée directement sur les droits à huile de la République par les sociétés pétrolières, alors que la réglementation pétrolière du Congo prévoit que les exportations pétrolières sont faites FOB au terminal pétrolier du Congo.  L’inclusion de la Taxe Maritime dans le processus déclaratif des paiements et des recettes du secteur extractif.  La SOCOTRAM refuse de déclarer cette taxe qu’elle estime ne pas recevoir directement des sociétés pétrolières impliquées au processus ITIE.  Le niveau de progrès dans la mise en œuvre de cette recommandation est inadéquat.  Le comité prévoit un plaidoyer dans le sens des réunions triangulaires *administrations publiques concernées/ Entreprises pétrolières et / la SOCOTRAM* en vue de statuer définitivement sur la question. |
| **11** | Mise en place d’un modèle standard des déclarations de fiscalité pétrolière | Le niveau de progrès dans la mise en œuvre de cette recommandation n’est pas significatif.  Le Comité exerce un plaidoyer en direction des ministères des fiances et celui des hydrocarbures pour répondre à cette recommandation |
| **12** | Loi sur la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques | Il s’agissait d’intégrer les principes de gestion de gouvernance poursuivis par l’ITIE dans le cadre de la gestion publique.  Le projet de loi a été initié par l’ITIE avec l’appui d’un comité de pilotage national et un consultant international. Elle a intégré les canaux institutionnels de validation et des avis nécessaires puis a été intitulée : ***Loi d’orientation sur la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques***  *Cette loi est en attente d’adoption par le parlement actuellement*  Le niveau de cette recommandation est significatif. |

|  |
| --- |
| 1. **Les points forts et les faiblesses identifiés dans le processus** |

On peut relever comme point forts du processus au cours de l’année 2015 :

* La tenue réussie de la 29ème réunion du conseil d’administration international de l’ITIE. Cet évènement a pu marquer d’une emprunte particulière l’image du processus ITIE en république du Congo et a renforcé l’attention des autorités nationales vis-à-vis de cette institution.
* L’implication des membres du groupe multipartite dans la mise en œuvre de l’ITIE au-delà des contingences liées au coût de financement des activités;
* La mutualisation des expériences avec les coordinations ITIE des autres pays ainsi que le niveau d’échange avec le secrétariat international.
* L’aboutissement du plaidoyer en faveur de la loi sur la transparence et la responsabilité fiscale. Le texte de loi a intégré les canaux usuels d’adoption.
* Quelques actions de formation et de sensibilisation sur l’ITIE :
* cas du séminaire atelier organisé par le secrétariat technique permanent à l’intention des jeunes de la Force Montante du Congo ;
* cas de l’atelier sur l’étude diagnostique de l’impact et la perception de l’ITIE au Congo, organisé par le cabinet CAC 75, à l’intention des administrations publiques, des organisations de la société civile et des parlementaires.
* cas des activités de communication sur l’ITIE organisées par la Coalition Publiez Ce Que Vous Payez et certaines autres réunions des organisations de la société civile en rapport avec l’ITIE.

Les points faibles se traduisent dans les faits ci-après observés :

* la faiblesse des actions de communication comparativement aux exercices antérieurs. Cette situation a conduit à fléchir le niveau du débat public en matière de l’ITIE et des rapports annuels ;
* la faiblesse des actions de mobilisations des ressources financières au-delà de l’apport gouvernemental ;
* La non-atteinte de certains objectifs fixés dans le plan de travail.
* L’absence d’un programme de formation véritable visant le renforcement des capacités des acteurs et du personnel technique dans la mise en œuvre de l’initiative ;

La faible consultation des organisations de la société civile non membres du groupe multipartite, pour avis ou information, sur les questions liées à la mise en œuvre de l’initiative.

|  |
| --- |
| ***Vue partielle d’une session des membres du Comité Exécutif*** |

|  |
| --- |
| 1. **Les ressources financières** |

1. **Ressources prévisionnelles et source de financement**

Le plan de financement prévisionnel des ressources financières de la mise en œuvre de l’initiative se présentait en 2015 comme il est indiqué dans le tableau ci-après :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axes stratégiques** | **Objectifs** | **source de Financement** | | | **Total** |
| **Etat** | **PAD(1)** | **Entreprises** |
| **I-Gouvernance du groupe multipartite** | **Objectif 1 : consolider le fonctionnement des organes de mise en œuvre de l’ITIE**  **et**  **Objectif 2 :**  **Revisiter et élaborer les documents de travail du comité**  **Total** | **382 000 000** | 0 | 0 | **382 000 000** |
| **II-Renforcement de capacités**  **et formation** | **Objectif 3 :** améliorer la connaissance des parties prenantes au processus en matière d’industries extractives internationales, des particularités juridiques comptables et fiscales des industries extractive  **Total** | **95 000 000** | 0 | 0 | **95 000 000** |
| **III-Pérennisation du processus** | **Objectif 4 :**  **Contribuer à l’élaboration d’un meilleur cadre institutionnel et la mise en place d’un meilleur système de gestion des données du secteur extractif**  **Objectif 5** :  Renforcer la qualité des données publiées dans les rapports ITIE et une meilleure perception extérieure de l’image du processus ITIE au Congo  **Total** | **155 000 000** | 0 | 0 | **155 000 000** |
| **IV-Communication** | **Objectif 6 :**  Susciter une large implication des populations dans la mise en œuvre de l’ITIE et une bonne connaissance de ses enjeux à travers des actions de communication et de sensibilisation  **Total** | **240 000 000** | 0 | 0 | **240 000 000** |
| **V-Mobilisation des ressources financières** | **Objectif 7 :** Organiser des actions de plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources financières  **Total** | **0** | **0** | **0** | **0** |
| **TOTAL** |  | **872 000 000** | **0** | **0** | **872 000 000** |

1. Partenaires Au Développement

**Source :** plan de travail 2015

1. **Ressources prévisionnelles, ressources allouées et leur affectation**

Le montant global des ressources allouées au titre de l’année 2015 s’élève à la somme de six cent quatre-vingt-quinze millions de francs 349 400 000. Le report à nouveau 31 décembre 2014 (exercice antérieur) étant de 55 573 315 F, le montant de la ressource disponible affectée à l’année 2015 s’élève à la somme de 404 973 315 F

Le taux de couverture des ressources prévues au budget par rapport aux allocations propres de l’exercice 2015 (hors report à nouveau sur exercice antérieur) est de 40 %

Le montant total des ressources budgétaires a été assuré par l’Etat. L’initiative n’a pas bénéficié d’un financement de la part des partenaires au développement, au cours de l’année 2015.

L’affectation de ces ressources se présente comme suit :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Axes stratégiques** | **Objectifs** | **Ressources prévisionnelles** | **Ressources allouées** | **Taux de réalisation** | **Libellé des dépenses** |
| **I-Gouvernance du groupe multipartite** | **Objectif 1 : consolider le fonctionnement des organes de mise en œuvre de l’ITIE**  **et**  **Objectif 2 :**  **Revisiter et élaborer les documents de travail du comité**  **Total** | **382 000 000** | **198 328 830** | **52%** | **- transport personnel**  **- déplacement et voyages**  **- fournitures de bureau**  **-carburant ;**  **-organisation de sessions et logistiques**  **- téléphones**  **- indemnités de sessions**  **-salaires du personnel**  **- internet,**  **- presses ;**  **Frais de commissions-** |
| **II-Renforcement de capacités**  **et formation** | **Objectif 3 :** améliorer la connaissance des parties prenantes au processus en matière d’industries extractives internationales, des particularités juridiques comptables et fiscales des industries extractive  **Total** | **95 000 000** | **22 000 000** | **23 %** |  |
| **III-Pérennisation du processus** | **Objectif 4 :**  **Contribuer à l’élaboration d’un meilleur cadre institutionnel et la mise en place d’un meilleur système de gestion des données du secteur extractif**  **Objectif 5** :  Renforcer la qualité des données publiées dans les rapports ITIE et une meilleure perception extérieure de l’image du processus ITIE au Congo  **Total** | **155 000 000** | **81 106 385** | **52 %** | * Duplication des rapports 2013 et synthèses * dissémination * plaidoyer pour la loi * voyages d’imprégnation |
| **IV-Communication** | **Objectif 6 :**  Susciter une large implication des populations dans la mise en œuvre de l’ITIE et une bonne connaissance de ses enjeux à travers des actions de communication et de sensibilisation  **Total** | **240 000 000** | **89 538 100** | **37 %** | * Locations panneaux et divers espaces publicitaire**s** * Sensibilisation des points focaux et administrations * Divers frais de déplacement |
| **V-Mobilisation des ressources financières** | **Objectif 7 :** Organiser des actions de plaidoyer en vue de la mobilisation des ressources financières **Total** | **0** |  |  |  |
| **TOTAL** |  | **872 000 000** | **404 973 315** | **41% (3)** |  |

1. Partenaires Au Développement
2. Le taux de réalisation est de 41 % si l’on tient compte des report à nouveau de l’exercice 2013.
3. Il est de 40% si l’on s’en tient au montant de l’allocation effective de l’exercice ; soit 349 400 000

|  |
| --- |
| **VI- Evaluation de la performance générale du processus et perspectives** |

La performance générale du processus ITIE au cours de l’année 2015 est relativement faible par rapport au niveau observé en 2014. On peut dire, malgré l’ambition affichée du groupe multipartite de continuer à œuvrer pour la pérennisation du processus, que la fin de l’année 2015 ne laissait pas entrevoir de bonnes perspectives pour la mise en œuvre de l’ITIE en 2016 à cause des indices ci-après :

* La chute du cours du baril devait se poursuivre selon les indicateurs des marchés pétroliers ; cela devrait toujours influencer le niveau des ressources allouées au budget de l’ITIE-Congo;
* Le coût de la mise en œuvre de l’ITIE en 2016 devait être plus élevé que celui prévu en 2015 en considération du surcoût des activités du Plan 2015 non exécutées et renvoyées à l’année 2016 . Par exemple, le rapport ITIE 2015 portant sur l’exercice 2014 n’a pas été élaboré en 2015 faute de financement. Les diligences liées à l’élaboration de ce rapport ITIE ne devraient finalement commencer qu’en 2016, non sans difficultés présumées au regard du contexte économique ;
* Le faible niveau de mise en œuvre des recommandations des rapports antérieurs devrait continuer à préoccuper le Comité exécutif à l’orée des échéances de validation du processus initialement prévues pour le mois d’octobre 2016.

Il faut signaler que du côté des autorités gouvernementales, l’engagement de relever les défis de financement du processus ITIE était toujours donné malgré le faible niveau d’allocation de ressources constaté en 2015.

**Conclusion**

L’année 2015 s’est achevée sur une note d’espoir quant à la poursuite de la mise en œuvre et la pérennisation du processus de l’ITIE au Congo malgré le faible niveau de performance enregistré cette année.

L’année 2015 nous a permis d’apprécier, une fois de plus encore, les avantages de la mise en œuvre de l’initiative de transparence des industries extractives au Congo. Les acteurs du processus de l’ITIE au Congo sont consentants à l’idée que l’ITIE est un véritable moteur de réformes devant conduire à asseoir la gouvernance et que cette dernière impose à chacun d’intégrer dans son agir quotidien la notion de redevabilité :

* redevabilité des responsables publics dans la gestion de la chose publique ;
* redevabilité des entreprises dans le paiement du juste impôt.

Le présent rapport a été soumis à la discussion et l’approbation des membres du Comité exécutif de l’ITIE conformément aux orientations du secrétariat international de l’ITIE.

Fait à Brazzaville, le 29 juin 2016

**Le Comité exécutif**

|  |
| --- |
| **ANNEXES** |

|  |
| --- |
| 1. **Termes de Référence de l’Administrateur indépendant pour le rapport ITIE 2015 de la République du Congo** |

1. **Contexte**

**1.1 Généralités**

L’Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est une Norme mondiale qui fait la promotion de la transparence des revenus et de l’obligation de redevabilité dans les secteurs pétrolier, gazier et minier. Elle est dotée d’une méthodologie robuste, mais flexible pour divulguer et rapprocher les paiements effectués par les entreprises et les revenus perçus par les gouvernements dans les pays mettant en œuvre l’Initiative.

La mise en œuvre de l’ITIE repose sur deux principes fondamentaux :

* La transparence : les entreprises pétrolières, gazières et minières divulguent les paiements qu’elles versent au gouvernement et le gouvernement divulgue les sommes qu’il perçoit. Ces chiffres sont rapprochés par un administrateur indépendant et publiés dans des rapports ITIE annuels aux côtés d’autres informations et d'informations contextuelles sur le secteur extractif.
* L’obligation de redevabilité : un Groupe multipartite composé de représentants du gouvernement, des entreprises et de la société civile est mis en place pour superviser le processus et communiquer les conclusions du rapport ITIE, et pour promouvoir l’intégration de l’ITIE à d’autres efforts plus larges en matière de transparence dans ce pays.

La Norme ITIE encourage les Groupes multipartites à étudier des approches innovantes visant à étendre la mise en œuvre de l’ITIE, afin d’améliorer l’exhaustivité des déclarations ITIE et la compréhension qu’a le public des revenus, et de favoriser le maintien de niveaux élevés de transparence et de redevabilité dans la vie publique, dans les activités du gouvernement et dans les affaires. Le Groupe multipartite est tenu d’approuver les Termes de Référence pour l’administrateur indépendant (Exigence n° 5.2) en s’appuyant sur les objectifs et sur le périmètre d’application de l’ITIE convenu, tels qu’énoncés dans le plan de travail. Les délibérations du Groupe multipartite sur ce point devront se conformer aux règles et procédures de gouvernance interne du Groupe multipartite [cf. Exigence n°1.3(g)]. L’ITIE exige un processus de prise de décision inclusif tout au long de la mise en œuvre, chaque collège devant être traité comme un partenaire.

L’une des Exigences de l’ITIE stipule que l’administrateur indépendant doit être perçu par le Groupe multipartite comme étant crédible, digne de confiance et compétent sur le plan technique (Exigence n° 5.1). Le Groupe multipartite et l’administrateur indépendant seront tenus d’aborder tout problème de conflit d’intérêt. Le rapport de l’administrateur indépendant sera remis au [Groupe multipartite] afin que celui-ci l’approuve et qu’il soit rendu public.

Les exigences auxquelles les pays mettant en œuvre l’ITIE doivent satisfaire sont énoncées dans la Norme ITIE[[1]](#footnote-1). Pour tout complément d’information, veuillez consulter le site [www.eiti.org/fr](http://www.eiti.org/fr).

Ces Termes de Référence comprennent des « procédures convenues » pour la déclaration ITIE (voir section 4) conformément à l'Exigence de l'ITIE n° 5.2. Le Conseil d'administration a élaboré ces procédures en vue de promouvoir une cohérence et une fiabilité accrues du processus de déclaration ITIE. Le processus ITIE peut être utilisé pour compléter, évaluer et améliorer les processus de déclaration et les systèmes d'audit existants. Le Conseil d'administration recommande de s’assurer que le processus repose autant que possible sur les procédures et institutions existantes, c'est-à-dire que le processus ITIE s'inspire des systèmes de collecte des données et d'audit existants, les complète et les évalue de manière critique. De cette façon, le processus ITIE a le potentiel de générer d'importantes recommandations afin de renforcer les autres systèmes de surveillance.

**1.2- Mise en œuvre de l’ITIE en République du Congo**

L’initiative pour la Transparence des industries extractives (ITIE) est entrée en 2016 dans la neuvième année de sa mise en œuvre au Congo. En effet, après l’obtention du statut de pays candidat qui marqua le début effectif de cette mise en œuvre en 2008, soit quatre (4) ans après l’adhésion intervenue en 2004, puis le statut de pays conforme en 2013, la République du Congo a fait des progrès remarquables dans l’amélioration de la transparence des revenus et la gouvernance du secteur pétrolier qui contribue à plus de 85% de son budget annuel.

Après l’admission au statut de conformité et en vue de satisfaire à l’exigence de la norme qui stipule que : ***« les pays Conformes ont l’obligation de continuer à respecter les Principes et les Exigences de l’ITIE afin de conserver leur statut de pays Conforme***», la République du Congo avait élaboré et adopté son plan de travail triennal (2013-2015) en vue de pérenniser son processus et se soumettre à terme à une nouvelle évaluation.

Ce plan triennal de la période post validation s’était ’avéré for ambitieux parce qu’il visait , à la fois, la préservation des acquis de la longue l’expérience de la mise en œuvre du processus et le relèvement des défis qui ont entaché la réalisation de certains objectifs

On peut citer entre autres acquis du processus jusqu’au terme de cette période:

* La bonne qualité du dialogue entre le gouvernement, les organisations de la société civile et les entreprises sur la transparence des revenus du secteur extractif ;
* La publication régulière et ponctuelle des rapports annuels de l’ITIE et l’amélioration de la qualité de l’information sur les revenus du secteur. En application de cette exigence par exemple, notre pays a publié le 31 décembre 2014 son 6ème rapport ITIE portant sur l’exercice 2013. La publication du 7ème rapport portant sur l’exercice 2014 était inscrite au menu des actions du plan de travail 2015.
* L’organisation des actions de communication auprès du grand public, sur les revenus du secteur et les questions de gouvernance,   à travers des débats ouverts et responsables concernant le cinquième rapport;
* L’appropriation des rapports ITIE par les institutions de la République en tant qu’outils d’information efficaces pour renforcer la responsabilité et la gouvernance en matière de dépenses publiques. Le meilleur exemple que l’on peut citer à cet effet est l’utilisation des données contenues dans lesdits rapports par le parlement dans le cadre des divers travaux budgétaires.
* La qualité de l’information financière contenue dans le tableau des opérations financières de l’Etat (TOFE) qui a connu également une nette amélioration grâce à des travaux de rapprochements constants effectués par les administrateurs indépendants avec les rapports ITIE;
* La mise en évidence d’un déficit d’information sur le secteur extractif au sein des administrations publiques et la préconisation de solutions sous forme de recommandation pour améliorer les performances administratives ;

L’intérêt suscité par le traitement des résultats des rapports ITIE et l’exploitation des données contextuelles afin d’appréhender les bienfaits de l’ITIE au-delà de la simple traçabilité des flux de paiements et de recettes et insuffler les vertus de responsabilité et de redevabilité dans la gestion publique. L’année 2015 a permis l’organisation de plaidoyer en vue de l’adoption par le parlement de la loi sur la transparence et la responsabilité fiscale; loi dont l’initiative de l’avant-projet revient au Comité exécutif de l’ITIE-Congo.

Les présents termes de référence sont élaborés dans la perspective de la procédure de recrutement d’un consultant qui sera chargé de l’élaboration du rapport ITIE 2015 portant sur l’exercice 2015

**2. Objectifs de l’exercice**

Au nom du gouvernement de la République du Congo , le Comité Exécutif de l’ITIE –Congo recherche un cabinet compétent et crédible, libre de tout conflit d’intérêt, pour fournir des services d’administrateur indépendant conformément à la Norme ITIE.

.

Sa mission consistera à Préparer un rapport ITIE pour l’exercice 2015 conformément à la Norme ITIE et aux attentes du comité exécutif exprimées dans les travaux et prestations ci-dessous :

* Produire une étude de cadrage du secteur pétrolier et minier qui définit de façon claire :

1. le périmètre des sociétés pétrolières et minières ainsi que des entités gouvernementales concernées ;
2. les flux des paiements et des revenus, en nature et en numéraire, retenus ;
3. la matérialité et son seuil,
4. les formulaires de déclaration et ;
5. les procédures de collecte des données ainsi que le calendrier de publication du rapport ITIE ;

* Emettre une opinion sur le respect des engagements de paiements par les entreprises pétrolières et minières au regard du cadre législatif et fiscal en vigueur (redevabilité des entreprises) et mettre en exergue quelques imperfections de ce cadre qui ne permettent pas la pleine mobilisation des revenus de l’Etat ;
* Donner un reporting des flux de la production pétrolière indiquant:

1. les données de la production pétrolière nationale par opérateur pétrolière, par permis et par type d’hydrocarbures;
2. le montant total des coûts déduits par nature et par permis ;
3. la part de production revenant à chaque membre du groupe contracteur et à la République, par permis et par type d’hydrocarbures ;

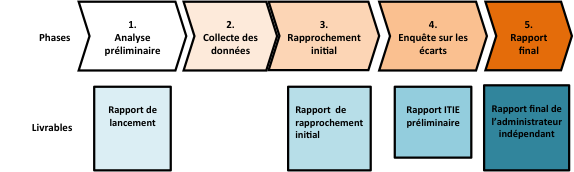
* donner un reporting des flux de paiements en nature et en numéraire déclarés par les entreprises ainsi que des flux de recettes en nature et en numéraire déclarés par les entités gouvernementales. Il est entendu que la société nationale des pétroles du Congo intervient dans ce processus à double titre comme entreprise pétrolière « payeur » d’une part et comme entité gouvernementale « collecteur » d’autre part. Ses déclarations devront faire apparaitre également les parts d’huiles prélevées à l’Etat et mises à la disposition de la CORAF dans le cadre de l’exécution du contrat de performance signée entre la République et cette société ;

* Procéder au rapprochement des flux de paiements et de recettes déclarés par les entreprises et les entités gouvernementales pour, dégager les écarts et demander des justifications en cas de dépassement du seuil de matérialité convenu ;
* Donner une reporting de la situation de l’activité minière indiquant par les paiements effectués par les entreprises, par nature de flux et des revenus perçus par les entités gouvernementales. L’administrateur indépendant procédera autant qu’en matière pétrolière pour rapprocher les déclarations de paiements et des recettes pour établir les écarts et demander des justifications dans les mêmes conditions ;
* Produire une étude de cadrage du secteur forestier permettant de définir: (i) le périmètre des sociétés existantes, la liste des flux de paiements prévus par le cadre législatif et fiscal en vigueur, les entités gouvernementales impliquées par nature de flux collectés.
* .donner un reporting des flux de paiements en numéraire déclarés par les entreprises forestières ainsi que des flux de recettes en numéraire déclarés par les entités gouvernementales.
* Emettre des recommandations pertinentes susceptibles d’améliorer la qualité du processus, renforcer la bonne gouvernance dans les secteurs des industries extractives et forestières tout en améliorant les conditions de vie des populations et les moyens de la lutte contre la pauvreté.

**3. Étendue des services, tâches et éléments livrables attendus**

Le travail de l’administrateur indépendant se décompose en cinq phases (cf. figure 1). Les responsabilités de l’administrateur indépendant sont indiquées ci-dessous pour chacune de ces phases.

*Figure 1 – Aperçu du processus de publication des rapports ITIE et des livrables*



En se fondant sur les [rapports de délimitation du périmètre d'application La proposition du Groupe multipartite portant sur le périmètre d’application du rapport ITIE, qui doit être révisé et confirmé auprès de l’administrateur indépendant pendant la phase initiale, est énoncée dans la fiche de données à l’Annexe 1 du modèle de Termes de Référence.

**Phase 1 – Analyse préliminaire et rapport initial**

Contexte : L’objectif de la première phase des travaux consiste à vérifier que le périmètre d'application du processus de déclaration ITIE a été clairement défini, notamment les formulaires de déclaration, les procédures de collecte des données et le calendrier de publication du rapport ITIE

On attend de la part de l’administrateur indépendant qu’il entreprenne les tâches suivantes :

* 1. L’administrateur indépendant devra **examiner les informations contextuelles pertinentes**, y compris les dispositions en matière de gouvernance et les politiques fiscales dans les industries extractives, les conclusions tirées de tout travail préliminaire de délimitation du périmètre d'application, et les conclusions et recommandations issues des rapports ITIE antérieurs et des Validations précédentes. (Une liste des documents pertinents est fournie en Annexe 2.)
  2. L’administrateur indépendant devra travailler avec le Groupe multipartite afin de clairement indiquée et référencée. Un complément d’information au sujet de l’approche envisagée par le Groupe multipartite pour regrouper les informations contextuelles est joint en Annexe 1 du modèle de Termes de Référence, y compris toutes tâches particulières que l’administrateur indépendant devra entreprendre à cet égard.
  3. L’administrateur indépendant devra examiner **les paiements et les revenus qui doivent être inclus dans le rapport ITIE, tel que suggéré par le Groupe multipartite à l’Annexe 1 et conformément à l’Exigence de l'ITIE n° 4.** *[Le Groupe multipartite peut souhaiter charger l’administrateur indépendant de mener une étude détaillée de délimitation du périmètre d'application, d’enquêter sur des problématiques particulières de manière approfondie ou de suggérer des perfectionnements à apporter au périmètre d'application].* Le rapport de lancement devra clairement indiquer les décisions du Groupe multipartite concernant :
  + La définition de la matérialité et des seuils ainsi que les flux de revenus en découlant, qui devront être inclus conformément à l’Exigence n° 4.1(b).
  + Les revenus tirés de la vente des parts de production revenant à l’État ou les autres revenus perçus en nature conformément à l’Exigence n° 4.1(c).
  + La couverture des fournitures d’infrastructures et accords de troc inclus conformément à l’Exigence n° 4.1(d).
  + La couverture des dépenses sociales incluses conformément à l’Exigence n° 4.1(e).
  + La couverture des revenus provenant du transport inclus conformément à l’Exigence n° 4.1(f) [Le niveau et le type de désagrégation des données du rapport ITIE conformément à l’Exigence n° 5.2(e).
  1. L’administrateur indépendant devra examiner **les entreprises et les entités d’État qui sont tenues de faire une déclaration comme l’a défini le Groupe multipartite à l’Annexe 1 conformément à l’Exigence de l'ITIE n° 4**.**2.** Le rapport de lancement devra :
  + Identifier et dresser la liste des entreprises qui versent des paiements significatifs à l’État et qui seront tenues de faire une déclaration conformément à l’Exigence n° 4.2(a).
  + Identifier et dresser la liste des entités de l’État qui reçoivent des paiements significatifs et qui seront tenues de faire une déclaration conformément à l’Exigence n° 4.2(a).
  + Identifier les obstacles potentiels à la pleine divulgation, par le gouvernement, des revenus totaux en provenance de chaque flux financier et économique convenu dans le périmètre d'application du rapport ITIE, y compris les revenus qui sont inférieurs aux seuils de matérialité convenus [Exigence n° 4.2(b)].
  + Confirmer la position du Groupe multipartite sur la divulgation et sur le rapprochement des paiements à destination et en provenance des entreprises d’État conformément à l’Exigence n° 4.2(c).
  + Confirmer la position du Groupe multipartite sur la matérialité et sur l’inclusion des paiements infranationaux conformément à l’Exigence n° 4.2(d).
  + Confirmer la position du Groupe multipartite sur la matérialité et sur l’inclusion des transferts infranationaux conformément à l’Exigence n° 4.2(e).

L’administrateur indépendant devra fournir des conseils au Groupe multipartite sur **les formulaires de déclaration en se fondant sur les flux financiers et économiques à déclarer qui ont été convenus et sur les entités déclarantes (1.3 – 1.4 ci-dessus)**. Des exemples de formulaires sont disponibles auprès du Secrétariat international. Il est recommandé que les formulaires comprennent une clause exigeant des entreprises qu'elles déclarent « tous autres paiements significatifs versés aux entités de l’État» qui sont supérieurs à un seuil convenu.

* 1. L’administrateur indépendant devra fournir des conseils au Groupe multipartite sur la manière d'examiner **les procédures d’audit et d’assurance qui sont appliquées par les entreprises et les entités de l’État participant au processus de déclaration ITIE**, conformément à l’Exigence n° 5.2(b), y compris en examinant les lois et la réglementation concernées, toutes les réformes en cours ou planifiées, et en déterminant si ces procédures sont conformes ou non aux normes internationales.
  2. L’administrateur indépendant devra fournir des conseils au Groupe multipartite **sur les informations dont le Groupe multipartite devra convenir et qui devront être communiquées à l'administrateur indépendant par les entreprises et par les entités de l’État participantes pour garantir la crédibilité des données** conformément à l’Exigence n° 5.2(c). L’administrateur indépendant devra ensuite employer son jugement professionnel pour déterminer dans quelle mesure il est possible d’attribuer une certaine fiabilité aux contrôles et cadres d’audit existants des entreprises et des gouvernements. L’administrateur indépendant devra documenter les options considérées et les raisons du choix des garanties à fournir. Lorsque l’administrateur indépendant etle Groupe multipartite l’estiment nécessaire, ces garanties peuvent inclure :
* Une demande à un haut responsable de l’entreprise ou à un haut fonctionnaire du gouvernement de chaque entité déclarante de certifier que le formulaire de déclaration qui a été rempli constitue un relevé complet et exact ;
* Une demande pour que les entreprises joignent une lettre de confirmation de leur auditeur externe attestant que les informations qu’elles ont transmises sont complètes et conformes à leurs états financiers audités. Le Groupe multipartite peut décider d’introduire et de répartir une telle procédure dans le temps afin que la lettre de confirmation puisse faire partie du programme de travail habituel de l’auditeur de l'entreprise. Si certaines entreprises ne sont pas tenues par la loi d’avoir un auditeur externe et ne peuvent donc fournir cette garantie, il y a lieu de le signaler clairement et toute réforme planifiée ou en cours devra être mentionnée ;
* Le cas échéant et dans la mesure du possible, le fait de demander aux entités publiques déclarantes d'obtenir de leur auditeur externe (ou équivalent) une certification attestant de l'exactitude des divulgations du gouvernement.

L’administrateur indépendant devra exercer sa faculté de jugement et appliquer les normes professionnelles internationales[[2]](#footnote-2) appropriées dans l’élaboration d’une procédure qui fournisse une base suffisante pour la publication d'un rapport ITIE exhaustif et fiable.

* 1. L’administrateur indépendant devra fournir des conseils au Groupe multipartite sur la manière de **convenir de dispositions adéquates relatives à la protection des informations** **confidentielles**.

1.9 L’administrateur indépendant devra documenter les résultats issus de la phase initiale dans un **rapport de lancement** qui sera soumis à l’examen du Groupe multipartite et qui traitera des points 1.1 à 1.9 détaillés ci-dessus. En cas de besoin, le rapport de lancement devra souligner tous problèmes non résolus ou tous obstacles potentiels à une mise en œuvre efficace, ainsi que des solutions possibles que le Groupe multipartite devra examiner.

**Phase 2 – Collecte des données**

* 1. La procédure plus commune consiste à ce que le Groupe multipartite charge l’administrateur indépendant de distribuer les formulaires de déclaration et de recueillir les formulaires remplis ainsi que les pièces justificatives connexes, et toute information contextuelle ou autre requise par le Groupe multipartite, directement auprès des entités déclarantes qui participent au processus de déclaration. Le gouvernement fournit en général les coordonnées des entités déclarantes et aide l’administrateur indépendant à s’assurer que toutes les entités déclarantes participent pleinement au processus..
  2. Sous la direction du Groupe multipartite, l’administrateur indépendant pourra être chargé de fournir des conseils sur la manière de s’assurer que la demande de données comprend des consignes appropriées à l’attention des entités déclarantes, ainsi que des conseils sur là où il est possible d’obtenir une assistance et des informations supplémentaires.
  3. L’administrateur indépendant est chargé de contacter directement les entités déclarantes afin de clarifier toute lacune ou tout écart quelconque en termes d'informations.

**Phase 3 – Rapprochement initial et rapport de rapprochement initial**

* 1. L’administrateur indépendant devra compiler une base de données à l’aide des données fournies par les entités déclarantes.
  2. L’administrateur indépendant devra rapprocher de manière exhaustive les informations divulguées par les entités déclarantes, en identifiant tous écarts quelconques (y compris en remédiant aux écarts) conformément au périmètre d’application convenu.
  3. L’administrateur indépendant devra préparer un rapport de rapprochement initial en se fondant sur les données déclarées (sans ajustement), que le Groupe multipartite examinera conformément au périmètre d’application convenu.
  4. [L’administrateur indépendant devra identifier les écarts supérieurs à la marge d’erreur convenue fixée à X % du total des revenus]
  5. Concernant les informations contextuelles et autres données collectées par l’administrateur indépendant ou fournies à l’administrateur indépendant par le gouvernement ou par le Groupe multipartite : l’administrateur indépendant compilera les données collectées par le gouvernement, par le Groupe multipartite ou par les entités déclarantes et préparera un rapport initial basé sur les informations contextuelles rapportées et sur d'autres informations sous un format à présenter dans l’étude de cadrage.

**Phase 4 – Enquête sur les écarts et projet de rapport de l’administrateur indépendant**

* 1. L’administrateur indépendant est chargé de contacter les entités déclarantes pour chercher à clarifier tout écart constaté dans les données déclarées.
  2. L’administrateur indépendant devra préparer un projet de rapport de l’administrateur indépendant qui rapproche de manière complète les informations divulguées par les entités déclarantes, en identifiant les écarts, le cas échéant, et qui rende compte des informations contextuelles et des autres informations requises par le Groupe multipartite.
  3. Le projet de rapport de l’administrateur indépendant devra :

1. Décrire la méthodologie adoptée pour la réconciliation des paiements des entreprises et des revenus du gouvernement, et démontrer l'application des normes professionnelles internationales.
2. Comporter une description de chaque flux de revenus, avec les définitions et seuils de matérialité y afférents (Exigence n° 4.1).
3. Comporter une évaluation par l’administrateur indépendant de l’exhaustivité et de la fiabilité des données présentées, y compris une synthèse informative des travaux réalisés par l’administrateur indépendant et des limites de l’évaluation qui a été menée.
4. Indiquer le taux de couverture de l’exercice de réconciliation sur la base de la divulgation par le gouvernement du total des revenus, conformément à l’Exigence n° 4.2(b).
5. Inclure une estimation de la mesure dans laquelle l’ensemble des entreprises et des entités de l’État qui se situent dans le périmètre convenu du processus de déclaration ITIE ont fourni les informations requises. Tous les écarts et faiblesses dans les déclarations à l’administrateur indépendant doivent être divulgués dans le rapport ITIE, ainsi que les noms des entités qui ne se sont pas conformées aux procédures convenues, tout comme une estimation de la probabilité que ces manquements aient eu un impact significatif sur l’exhaustivité du rapport [Exigence n° 5.3(d)].
6. Documenter si les états financiers des entreprises et des entités de l’État participantes ont été audités pour l’exercice comptable (ou les exercices comptables) couvert(s) par le rapport ITIE. Les écarts et les faiblesses doivent tous être divulgués. Si les états financiers audités sont accessibles au public, il est recommandé que le rapport ITIE indique comment les lecteurs peuvent y accéder [Exigence n° 5.3(e)].
   1. Lorsque des rapports ITIE antérieurs ont recommandé des mesures correctives et des modifications, l’administrateur indépendant devra commenter les progrès accomplis dans leur mise en œuvre [Exigence n° 5.3 . L’administrateur indépendant est encouragé à émettre, à l’attention du Conseil d’administration de l’ITIE, des recommandations visant à renforcer le modèle de Termes de Référence pour les services de l’administrateur indépendant conformément à la Norme ITIE.

**Phase 5 – Rapport final de l’administrateur indépendant**

* 1. L’administrateur indépendant devra établir des fichiers de données électroniques qui puissent accompagner la publication du rapport final.
  2. Pour faire suite à l'approbation du Groupe multipartite, l’administrateur indépendant est chargé de remettre des données résumées issues de chaque rapport ITIE au Secrétariat international par voie électronique en respectant le format de déclaration standard disponible auprès du Secrétariat international [Exigence n° 5.3(b)].

L’administrateur indépendant publiera/rendra public son rapport final seulement selon les instructions du Groupe multipartite. Le Groupe multipartite avalisera le rapport préalablement à sa publication. Lorsque des parties prenantes autres que l’administrateur indépendant souhaitent inclure des remarques supplémentaires dans le rapport ou des points de vue sur celui-ci, les auteurs de ces remarques devront être clairement indiqués.

**4. Exigences en matière de qualifications des administrateurs indépendants**

La réconciliation des paiements des entreprises et des revenus du gouvernement doit être entreprise par un administrateur indépendant appliquant des normes professionnelles internationales (Exigence n° 5.1). L’une des Exigences de l’ITIE est que l’administrateur indépendant soit perçu par le Groupe multipartite comme étant crédible, digne de confiance et compétent sur le plan technique (ibid.).

L’administrateur indépendant devra :

* Faire preuve d’expertise et d’expérience dans les secteurs pétrolier et minier au Congo ;
* Faire preuve d’expertise en matière de comptabilité, d’audit et d’analyse financière ;
* Avoir des références relatives à un travail similaire. Une expérience antérieure de la déclaration ITIE n'est pas exigée, mais constituerait un avantage.
* [***Ajouter des informations concernant les autres compétences et aptitudes susceptibles d’être requises.]***
* Comprendre au moins deux (2) professionnels seniors qui seront personnellement chargés de l’exécution des services, ayant au moins 15 ans d’expérience et présentant des garanties d’indépendance et des compétences crédibles pour toutes les parties prenantes ;
* Avoir une bonne maitrise des contrats et régimes juridiques, fiscaux et comptables en vigueur dans l’industrie pétrolière et minière internationale, l’économie forestière ainsi que des principes de finances publiques et des systèmes fiscaux et comptables généralement pratiqués en Afrique francophone ;
* Avoir une bonne connaissance des critères, règles et principes de l’ITIE et de la méthodologie utilisée par les conciliateurs dans le rapprochement des données, le traitement des écarts et l’élaboration des rapports ITIE ;
* Démontrer les compétences rédactionnelles et techniques nécessaires pour élaborer des rapports à destination du grand public ;
* Avoir une excellente maitrise de la langue française. La connaissance de la langue anglaise serait un atout majeur.

Afin de garantir la qualité et l’indépendance de l’exercice, les administrateurs indépendants sont tenus, dans leur proposition, de divulguer tous conflits d’intérêts potentiels ou avérés ainsi que des commentaires sur la manière dont de tels conflits peuvent être évités.

**5. Exigences en matière de déclaration et calendrier pour les éléments livrables attendus**

La mission devrait débuter le 4 SEPTEMBRE 2016 et se conclure par la finalisation du rapport ITIE d’ici le 30 novembre 2016 Le calendrier envisagé est énoncé ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| Signature du contrat | **4 septembre 2016** |
| Période initiale (début de la mission) | 11 Septembre 2016 |
| Rapport de lancement et remise de l’étude de cadrage | 18 Septembre 2016 |
| Atelier de formation des représentants des entités déclarantes et finalisation des formulaires | 22 septembre 201 |
| Envoi des formulaires de déclarations aux entités déclarantes | 25 Septembre 2016 |
| Date limite de réception des formulaires de déclarants | 18 Octobre 2016 |
| Date limite de rapprochement des données et  envoi du projet de rapport | 3 novembre 2016 |
| Présentation du rapport par l’administrateur et adoption par le Comité exécutif | 30 Novembre 2016 |
| Envoi du rapport par l’administrateur et publication par le Comité |  |

**6. Critères de sélection**

Par décision du Comité qui choisira l’un des deux premiers Cabinets ayant déjà élaboré les rapports ITIE Congo (Fair Links ou Moore Stéphen)

**Initiative pour la Transparence des Industries Extractives au Congo**

**(ITIE-Congo)**

**Siège sis au 7ème Etage de l’immeuble de l’ARC à Brazzaville**

**BP 1443, email :** [**itiecongo@yahoo.fr**](mailto:itiecongo@yahoo.fr) **site web:** [**www.itie-congo.org**](http://www.itie-congo.org)

**Tel. (+242) 06 676 64 44 / 05 595 52 46 / 06 604 71 77**

**Annexe 1 – Fiche de données sur l’étendue des services**

En se fondant sur les [rapports de délimitation du périmètre d'application/rapports ITIE précédents /autres enquêtes], le Groupe multipartite propose le périmètre d'application suivant pour l’ITIE.

1. Informations contextuelles

L’administrateur indépendant est chargé de regrouper les informations contextuelles suivantes conformément à l’Exigence de l'ITIE n° 3.

|  |  |
| --- | --- |
| **Informations contextuelles à fournir dans le rapport ITIE** | **Commentaires sur le travail à entreprendre par l’administrateur indépendant** |
| Description du cadre légal et du régime fiscal applicables aux industries extractives (Exigence n° 3.2), et en particulier des lois ayant trait aux informations divulguées dans le rapport ITIE. | … |
| Vue d’ensemble des industries extractives, y compris de toute activité importante de prospection (Exigence n° 3.3) | … |
| Lorsqu’elles sont disponibles, informations sur la contribution des industries extractives à l’économie pour l’exercice fiscal couvert par le rapport ITIE (Exigence n° 3.4) | … |
| Données de production pour l’exercice fiscal couvert par le rapport ITIE (Exigence n° 3.5) | … |
| Informations concernant la participation de l’État aux industries extractives (Exigence n° 3.6)[[3]](#footnote-3) | … |
| Distribution des revenus en provenance des industries extractives (Exigence n° 3.7) | … |
| Toutes informations supplémentaires requises par le Groupe multipartite sur la gestion des revenus et des dépenses (Exigence n° 3.8) | … |
| Informations sur le processus et le registre des licences (Exigence n° 3.9) [[4]](#footnote-4) et sur l’octroi des licences (Exigence n° 3.10) [[5]](#footnote-5) | … |
| Toutes informations requises par le Groupe multipartite sur la propriété réelle (Exigence n° 3.11) [[6]](#footnote-6) | Dans le cadre de l’exécution du contrat de performance signé entre la République et la CORAF, la SNPC sera invitée à :   * déclarer, en outre, les quantités de barils mis à la disposition de la CORAF ; * produire des informations contextuelles sur le raffinage de ces barils d’hydrocarbures, leur commercialisation et les produits financiers tirés de ce contrat. |
| Toutes informations requises par le Groupe multipartite sur les contrats (Exigence n° 3.12) [[7]](#footnote-7) | … |
| [Ajouter les autres informations contextuelles que le Groupe multipartite a convenu de fournir] | … |

2. Impôts et revenus qui doivent être inclus dans le rapport ITIE (Exigence n° 4.1) [[8]](#footnote-8)

|  |  |
| --- | --- |
| **Flux financiers et économiques** | **Commentaires sur le travail à entreprendre par l’administrateur indépendant** |
| … | … |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

3. Liste des entités déclarantes (entreprises et agences gouvernementales) (Exigence n° 4.2)

4. Commentaires supplémentaires sur le périmètre d'application

|  |  |
| --- | --- |
| La matérialité et l’inclusion des paiements infranationaux [Exigence n° 4.2(d)] [[9]](#footnote-9) |  |
| La divulgation et le rapprochement des paiements en provenance et à destination des entreprises d’État [Exigence n° 4.2(c)] [[10]](#footnote-10) |  |
| La matérialité et l’inclusion des transferts infranationaux conformément à l’Exigence n° 4.2(e) [[11]](#footnote-11) |  |

1. [http://eiti.org/fr/document/la-norme-itie](http://eiti.org/document/standard) [↑](#footnote-ref-1)
2. Par exemple, la norme ISA 505 relative aux confirmations externes ; la norme ISA 530 relative aux échantillonnages d’audit ; la norme ISA 500 relative aux preuves d’audit ; la norme ISRS 44000 relative à l’engagement d'exécution des procédures convenues concernant les informations financières et la norme 4410 relative aux engagements en matière de compilation. [↑](#footnote-ref-2)
3. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-3)
4. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-4)
5. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-5)
6. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-6)
7. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-7)
8. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-8)
9. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-9)
10. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-10)
11. Ajouter une référence à la Note technique d'orientation [↑](#footnote-ref-11)